interpharma

L'essentiel en bref sur

LE MONITEUR DE LA SANTÉ 2024

Disposition croissante aux réformes en Suisse romande

gfs.bern

Équipe de projet
Urs Bieri, co-directeur
Tobias Keller, chef de projet et chef d'équipe analyse de données
Corina Schena, cheffe de projet junior
Sara Rellstab, collaboratrice scientifique Data Science
Jenny Roberts, Data Scientist (stagiaire)

Étude mandatée par Interpharma.

Le Moniteur de la santé entend établir avec fidélité l'attitude des citoyennes et des citoyens suisses vis-à-vis du système de santé.

L'enquête représentative sur laquelle il s'appuie est menée une fois par an depuis 1996. En 2024, 1200 citoyennes et citoyens ont été interrogé-e-s dans toutes les régions linguistiques de Suisse sous la forme d'entretiens personnels en face-à-face.

Nous rendons compte des principaux résultats dans les pages qui suivent.

Interpharma
Association des entreprises pharmaceutiques suisses pratiquant la recherche
Petersgraben 35
Case postale
4009 Bâle

Téléphone 061 264 34 00
E-mail info@interpharma.ch

Vous trouverez également le contenu de la brochure sur le site Web d'Interpharma sous www.interpharma.ch. Les graphiques de la dernière version peuvent être téléchargés et utilisés gratuitement à condition d'en mentionner la source.

Deutschsprachiges Original verfügbar

© Interpharma, 2024, Bâle

Reproduction avec indication de la source souhaitée

Sommaire

1 Avant-propos 2

2 Executive Summary 4

3 Grands thèmes 2024 5

4 Analyses de tendances choisies 22
4.1 Industrie pharmaceutique 22
4.2 Médicaments 24

5 Thèses 28

6 Base de données du sondage actuel 30

7 Annexe 32
7.1 Équipe de gfs.bern 32

1 Avant-propos

Chère lectrice, cher lecteur,

Aujourd'hui comme demain, la recherche innovante est la base à un système de santé progressiste et de haute qualité et donc à une population en bonne santé. Les personnes en âge de voter reconnaissent et apprécient cette haute qualité. C'est ainsi que près de trois quarts des citoyen-ne-s la ressentent comme «bonne» ou «très bonne», un record depuis le début des enquêtes. Cependant, une prise en charge médicale de première qualité ne va pas de soi et elle est liée à des coûts de recherche et développement élevés. Une majorité de la population reconnaît la pertinence du financement de ces efforts et continue de créditer l'industrie pharmaceutique d'une grande compétence. Toutefois, les coûts de santé représentent une charge pour une partie des habitant-e-s de notre pays. La charge ressentie est particulièrement élevée en lien avec la hausse des primes des caisses-maladie et plus pesante en Suisse romande que dans les autres régions. Bien que ce sujet soit très présent dans les débats politiques actuels, il convient de nuancer ces résultats: en observant les dix dernières années, on s'aperçoit que la charge ressentie n'a en fait pas augmenté. Le «Röstigraben» est net à cet égard et se manifeste aussi au sujet d'autres questions de santé. Malgré la charge des coûts dans le système de santé, les citoyen-ne-s ne sont pas disposé-e-s à renoncer à des prestations et estiment que les coûts de santé vont continuer d'augmenter. Cependant, une observation de la seule Suisse romande y révèle des avis plus optimistes au sujet de l'évolution des coûts ainsi qu'une plus grande disposition au compromis en cas de réduction des prestations. Mais à l'échelle de la Suisse, cela ne suffit pas pour aboutir à un consensus majoritaire. Il incombe à présent aux cercles politiques de présenter des solutions constructives au-delà des frontières linguistiques.

Une prise en charge sanitaire pérenne doit mettre au premier plan tous/toutes les patient-e-s ainsi que les prestations et veiller à un rapport coûts/bénéfices équilibré. Interpharma a déjà proposé de nombreuses approches en ce sens. Il faut garantir à tous/toutes les patient-e-s l'accès immédiat aux médicaments innovants dès le jour d'octroi de l'autorisation de mise sur le marché (AMM). Les progrès sont encore insuffisants dans ce domaine: en raison d'un système obsolète de formation des prix des médicaments, la durée médiane entre l'AMM et l'admission dans la liste des spécialités permettant la prise en charge par les caisses-maladie a atteint en 2023 un triste record de 301 jours. La modernisation du système de formation des prix pour les médicaments innovants et l'encouragement de la transformation numérique dans le système de santé offrent des chances de préparer le système de santé à l'avenir. Interpharma demande aux cercles politiques de prendre au sérieux les préoccupations de la population. Il faut élaborer une vision commune et mettre en œuvre des stratégies efficaces: c'est le seul moyen d'assurer durablement la qualité du système de santé pour les patient-e-s concerné-e-s. Et c'est dans ce but que nous nous investissons jour après jour.

Dr René Buholzer
Directeur et délégué du comité directeur

2 Executive Summary

Malgré des coûts élevés, des restrictions ne sont pas souhaitées
Pour la majorité des personnes interrogées, il est plus important d'avoir une grande quantité de prestations que de faire baisser les coûts de santé. Le système de santé suisse doit se distinguer par une assurance de base obligatoire qui couvre toutes les prestations, orientée vers l'intérêt général, de haute qualité et qui offre un large éventail de prestations.

Les personnes interrogées souhaitent plus d'État et moins de marché
S'agissant du partage des tâches entre le marché et l'État, la volonté de la population s'est modifiée ces dernières années: les personnes interrogées, en particulier en Suisse alémanique et italophone, souhaitent actuellement que le système de santé soit plus fortement réglé par l'État et moins par le marché. En Suisse romande, État et marché sont à égalité.

Image positive de la branche pharmaceutique
Bien que les prix des médicaments soient critiqués depuis des années, la branche pharmaceutique jouit d'une très bonne réputation dans la population: elle est reconnue comme actrice extrêmement compétente du système de santé. Les personnes interrogées estiment aussi qu'elle est un employeur important, un moteur des exportations et importante pour la place économique suisse. Elles pensent aussi que l'industrie pharmaceutique suisse jouit d'une bonne réputation à l'étranger.

Différences croissantes entre Suisse alémanique et romande
Les opinions sur le système de santé suisse diffèrent selon les régions linguistiques. Pour la plupart des dimensions, les évaluations sont presque identiques entre les régions alémaniques et italophones. En revanche, la Suisse romande affiche d'autres opinions: le problème des coûts est ressenti comme beaucoup plus pesant et les habitant-e-s de Suisse romande sont nettement plus disposé-e-s à accepter des réformes que ceux et celles du reste du pays. Des restrictions des prestations pour réduire les coûts réunissent une majorité en Suisse romande, tandis que le reste de la Suisse est réticent aux réformes.

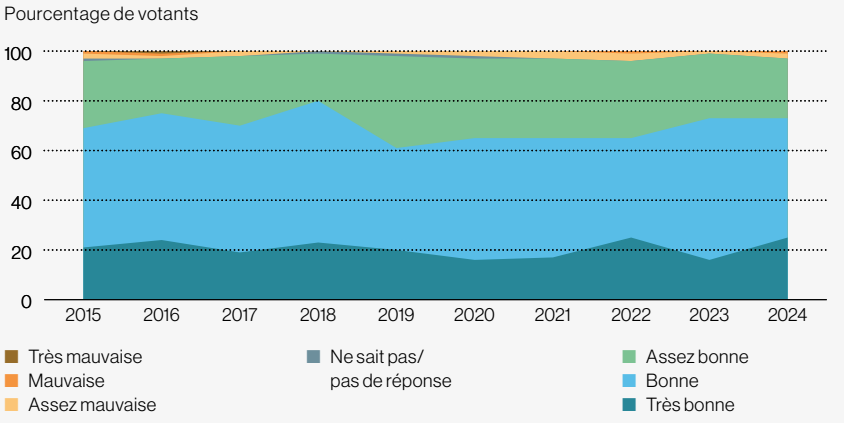
3 Grands thèmes 2024

Près de trois quarts des personnes interrogées évaluent la qualité du système de santé suisse comme très bonne ou bonne (73%), 20% comme plutôt bonne. Les avis négatifs continuent à être quasiment inexistants (3%). Ce sont 25% des personnes interrogées qui répondent «très bonne», soit de même qu'en 2022 le taux le plus élevé depuis le début des enquêtes. Les répondant-e-s sont donc extrêmement satisfait-e-s de la qualité du système de santé.

Parmi les personnes qui s'intéressent au système de santé, l'évaluation est plus souvent que la qualité est très bonne. Les personnes de plus de 60 ans ou qui vivent dans des régions rurales attribuent aussi plus souvent la meilleure note.

1 | Qualité du système de santé

«Comment estimez-vous, en général, la qualité du domaine de la santé suisse? Croyez-vous qu'elle est très bonne, bonne, assez bonne, assez mauvaise, mauvaise ou très mauvaise?»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2024 (N = environ 1200 par sondage)

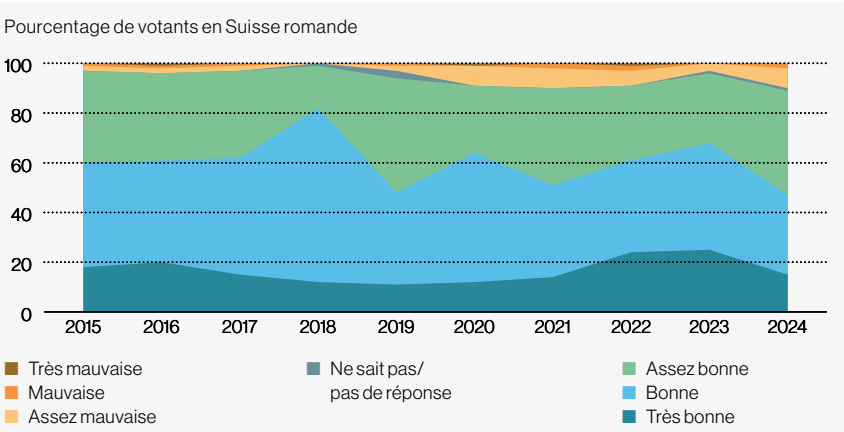
On observe des différences entre les régions linguistiques: tandis qu'une claire majorité des habitant-e-s de Suisse alémanique et italophone jugent la qualité du système de santé comme «bonne» à «très bonne» (DCH: 83%, ICH: 76%), les romand-e-s en sont proportionnellement moins satisfait-e-s (46% bonne/très bonne).

Les répondant-e-s continuent de souhaiter la transparence de la part des fournisseurs de prestations (81%). On souhaite connaître les données de qualité spécifiques des fournisseurs avant de décider où se faire soigner (90%). L'approbation est également élevée pour l'accès du public aux données sur la qualité (79%) et pour une vérification des données sur la qualité par le/la médecin de premier recours avant que celui-ci/celle-ci ne dirige un-e patient-e vers un fournisseur de prestations (77%). La population pense que la publication des données sur la qualité des fournisseurs de prestations peut augmenter la qualité des prestations médicales. Une bonne moitié des personnes interrogées (51%) souhaitent que les pouvoirs publics récompensent financièrement les fournisseurs de prestations médicales de qualité. Mais la proposition que les caisses-maladie ne financent que les traitements de qualité élevée ne recueille pas de majorité (37%).

En résumé, les personnes interrogées souhaitent bénéficier des données sur la qualité relevées et en reconnaissent les avantages potentiels. Mais le financement des traitements de moindre qualité doit se poursuivre.

2 | Qualité du système de santé: Suisse romande

«Comment estimez-vous, en général, la qualité du domaine de la santé suisse? Croyez-vous qu'elle est très bonne, bonne, assez bonne, assez mauvaise, mauvaise ou très mauvaise?»

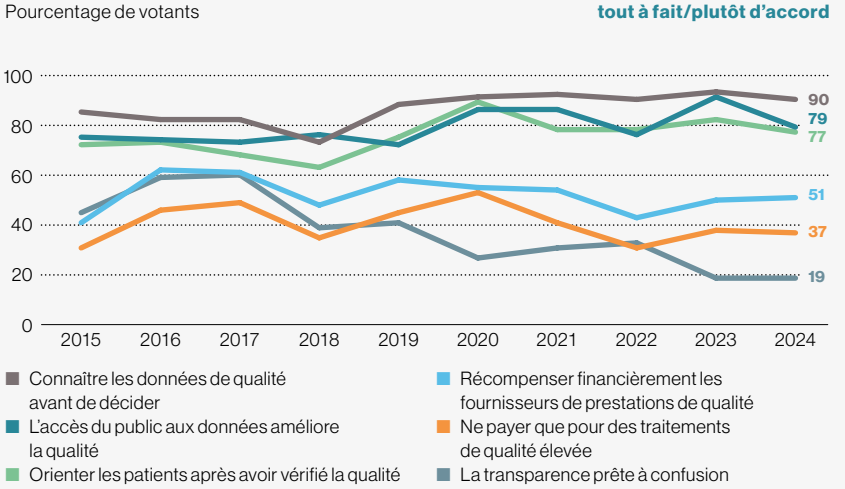


© gfs.bern, Moniteur de la santé 2024 (N = environ 300 par sondage)

3 | Déclarations sur les données de qualité

«Parlons maintenant de la qualité de notre système de santé. Différentes données permettent d'évaluer la qualité de notre système de santé, par exemple, la fréquence des complications après une opération. Veuillez indiquer si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt, plutôt pas ou pas du tout d'accord avec les déclarations ci-après.»

jusqu'en 2018: hôpitaux et cliniques, à partir de 2019: système de santé



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2024 (N = environ 1200 par sondage)

Des normes de qualité élevées vont de pair avec des coûts élevés. En Suisse, les coûts du système de santé augmentent depuis des années. On le voit, tant à la part croissante du produit intérieur brut (PIB) en pourcentage, qu'à la hausse des dépenses par personne et par mois[1]. La charge des coûts par personne se compose des primes de l'assurance obligatoire des soins (AOS), des impôts et des coûts à la charge des particuliers[2]. Rapportés au PIB, les coûts de santé de la Suisse ne sont cependant aucunement les plus élevés comparés à ceux d'autres pays: les dépenses du système de santé sont plus élevées aux États-Unis, en Allemagne, en France, au Japon, en Autriche et en Grande-Bretagne que chez nous[3].

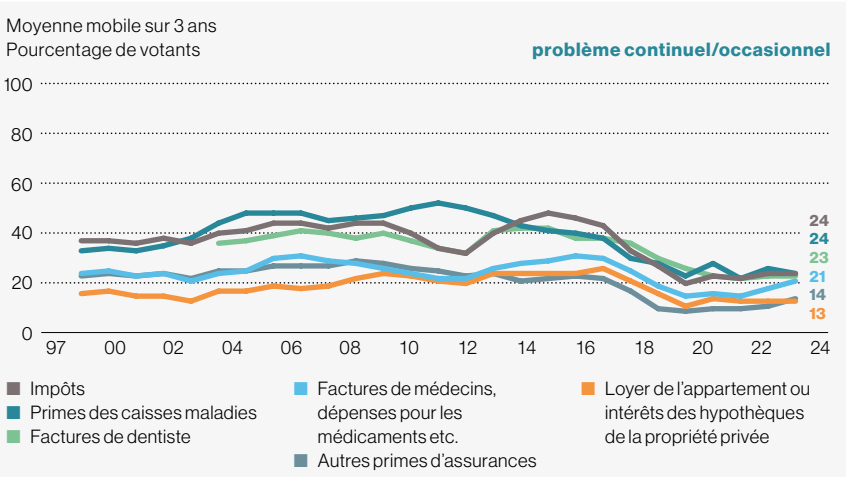
La population ressent cette charge financière dans sa vie quotidienne: près d'un tiers dit avoir du mal à payer ses impôts (29%). Payer les primes des caisses-maladie (27%), les factures de médecins et dépenses pour les médicaments (23%) ainsi que les factures de dentiste (23%) représente un problème continuel ou occasionnel pour environ un quart de la population. À part les coûts de santé, il y a encore d'autres dépenses qui pèsent sur le revenu des ménages: le loyer de l'appartement ou les intérêts des hypothèques pour la propriété privée (18%) et d'autres primes d'assurances (18%) sont un problème élevé pour près d'une personne interrogée sur cinq.

À long terme, la charge des coûts ressentie est inférieure à la moyenne en Suisse alémanique et italophone, tandis qu'elle est nettement plus grande en Suisse romande pour tous les secteurs de dépenses. Cette situation est particulièrement marquée au niveau des impôts et des primes des caisses-maladie. La pression des coûts ressentie affichait déjà par le passé des différences entre les régions linguistiques et depuis 2021, elle s'accentue beaucoup plus nettement en Suisse romande qu'alémanique et italophone.

1 OFS, Coûts du système de santé: https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/themes-transversaux/mesure-bien-etre/tous-indicateurs/societe/depenses-sante.assetdetail.24525225.html
2 OFS, Coût et financement du système de santé en 2021: https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/catalogues-banques-donnees.assetdetail.24468753.html
3 OCDE (2024), Health spending (indicator). https://data.oecd.org/healthres/health-spending.

4 | Problème continuel ou occasionnel

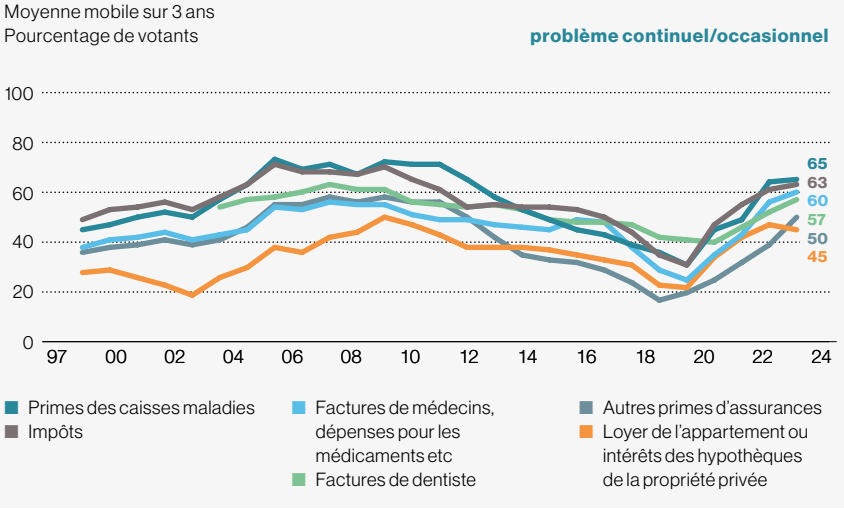
«Dites-moi S.V.P. pour chacune des catégories de dépenses suivantes si celles-ci constituent pour vous un problème continuel ou occasionnel pour votre ménage, quelles sont les dépenses que vous estimez élevées mais supportables, ou quelles sont les dépenses qui ne représentent pour vous aucun problème?»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2024 (N = environ 1180 par sondage)

5 | Problème continuel ou occasionnel: Suisse romande

«Dites-moi S.V.P. pour chacune des catégories de dépenses suivantes si celles-ci constituent pour vous un problème continuel ou occasionnel pour votre ménage, quelles sont les dépenses que vous estimez élevées mais supportables, ou quelles sont les dépenses qui ne représentent pour vous aucun problème?»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2024 (N = environ 300 par sondage)

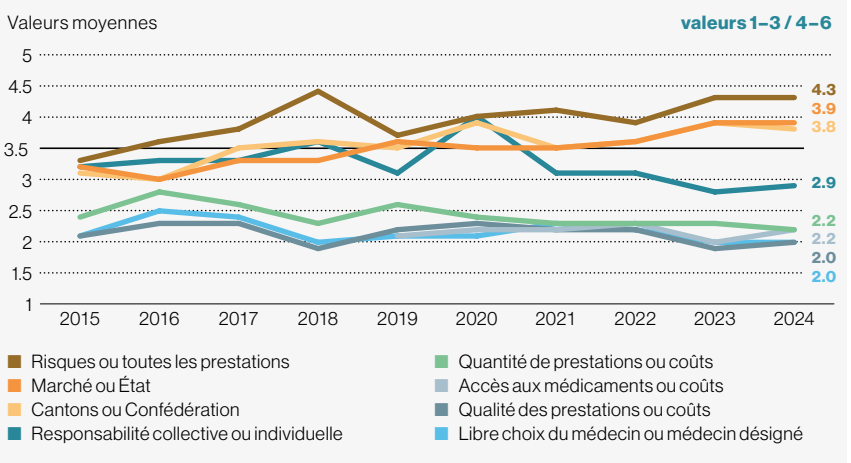
Comparée à l'enquête de l'année passée, la charge financière ressentie a augmenté au niveau des impôts (+9 points), des coûts du logement (+8 points) et des autres primes d'assurances (+4 points). L'évaluation des autres secteurs de dépenses reste stable. Cependant, les chiffres relevés au début de l'étude en 1996 relativisent la pression actuelle. Au début des années 2000, la charge ressentie par les personnes interrogées a nettement augmenté. Les primes des caisses-maladie étaient au plus haut autour de l'année 2011: environ la moitié des personnes interrogées disaient avoir occasionnellement ou continuellement du mal à les payer. Depuis 2018, elles ne sont plus qu'un peu moins d'un tiers. Cependant, les charges financières élevées restent un sujet d'actualité dans l'opinion publique. Cette enquête ne peut pas tirer de conclusion définitive sur la coïncidence entre la charge ressentie et la charge réelle.

En dépit de la charge financière due aux coûts de santé élevés, la population ne souhaite pas renoncer au niveau de prestations actuel. Les valeurs liées au système de santé restent largement stables: les répondant-e-s privilégient une orientation vers la qualité et la quantité ainsi que l'accès aux nouveaux médicaments plutôt qu'une orientation vers les coûts. De même, le souhait de pouvoir choisir librement son médecin reste clair. En outre, la population souhaite que l'État (plutôt que le marché) et la Confédération (plutôt que les cantons) aient plus de responsabilité. La tendance est à vouloir un système de santé réglé par l'État et où la Confédération prend les décisions. La responsabilité collective est considérée comme plus importante que la responsabilité personnelle et on souhaite une assurance de base qui couvre toutes les prestations plutôt qu'uniquement les risques élevés.

La structure idéale du système de santé varie entre les régions linguistiques. La grande majorité des personnes interrogées en Suisse alémanique et italophone partagent les mêmes souhaits, tandis que les romand-e-s souhaitent plutôt que les cantons décident davantage que la Confédération, tendent proportionnellement vers plus d'influence du marché et vers la couverture des risques élevés. On est aussi moins critique en Suisse romande vis-à-vis de restrictions au libre choix du médecin. La conscience des coûts y est plus marquée que dans le reste du pays.

6 | Souhaits à l'égard du système de santé suisse

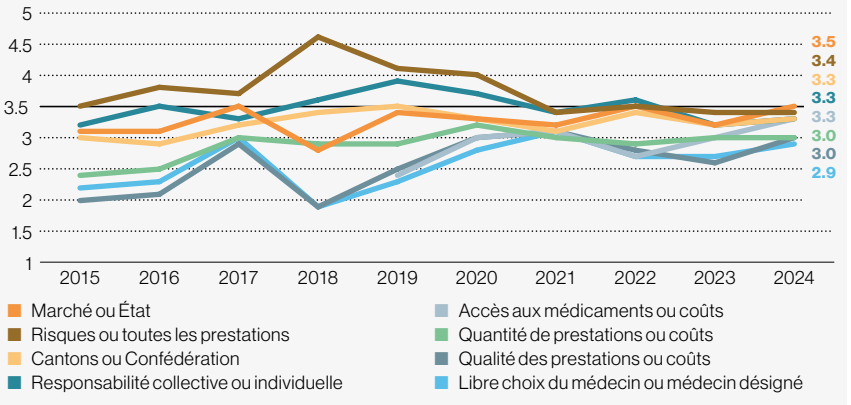
«Je vous demanderais cette fois de me dire quel système de santé publique vous souhaiteriez avoir en Suisse. Si vous êtes d'accord avec la première partie de la proposition, sélectionnez 1 ou un chiffre proche de 1. Si vous êtes d'accord avec la seconde partie de la proposition, sélectionnez 6 ou un chiffre proche de 6.»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2024 (N = environ 1170 par sondage)

7 | Souhaits à l'égard du système de santé suisse: Suisse romande

«Je vous demanderais cette fois de me dire quel système de santé publique vous souhaiteriez avoir en Suisse. Si vous êtes d'accord avec la première partie de la proposition, sélectionnez 1 ou un chiffre proche de 1. Si vous êtes d'accord avec la seconde partie de la proposition, sélectionnez 6 ou un chiffre proche de 6.»



Aide à la lecture graphiques 6 et 7: pour chaque polarité de valeurs, il était possible de se positionner entre l'un et l'autre pôle sur une échelle de 1 à 6 (en chiffres entiers). Une valeur de 3.5 signifie que les électeurs se situent en moyenne exactement entre les pôles. Plus l'écart est grand par rapport à cette valeur en direction de l'un ou l'autre des côtés, plus les personnes interrogées tendent clairement vers les valeurs du pôle correspondant.

Au cours des années, le souhait d'un système de santé dans lequel l'État a plus d'influence que le marché augmente, de même que le souhait d'une assurance de base qui couvre toutes les prestations. Après des résultats en dents de scie, on souhaite depuis 2021 plutôt placer les décisions entre les mains de la Confédération que des cantons. La responsabilité collective et personnelle ont longtemps été à égalité, mais ces dernières années, la balance penche vers la responsabilité collective.

La population reste sceptique vis-à-vis de l'évolution des coûts dans le système de santé: une grande majorité de 85% pense que les coûts du système de santé vont continuer d'augmenter, 14% croient à une stabilisation et seulement 1% s'attendent à ce qu'ils diminuent bientôt.

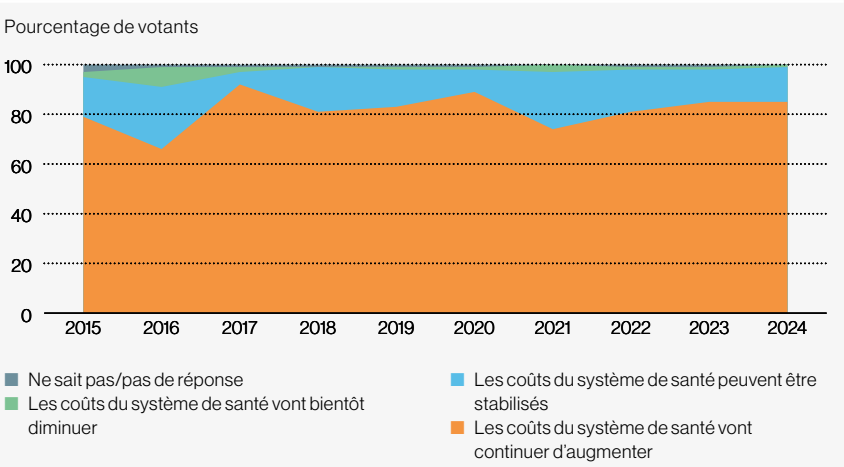
Le Röstigraben se manifeste également au sujet de l'évolution des coûts: 97% des personnes interrogées en Suisse alémanique sont d'avis que les coûts vont continuer d'augmenter. On est plus optimiste en Suisse romande, puisque 49%, donc comparativement peu, pensent que les coûts vont augmenter et 45% sont d'avis qu'ils vont se stabiliser.

Pour ce qui est d'une redistribution des finances au sein du système de santé, la population voit le plus grand potentiel d'économies au niveau de l'administration des caisses-maladie ainsi que des médecins spécialistes.

La population pense aussi que ce sont les caisses-maladie qui doivent endosser la responsabilité de la diminution des coûts de la santé: 35% les placent en première ou deuxième position, un peu moins d'un tiers (31%) attribue la responsabilité à l'industrie pharmaceutique, suivie de la Confédération (26%) et des médecins (26%). Un peu moins d'un quart des personnes interrogées se prononcent pour les hôpitaux (24%) et les patient-e-s (22%) et seulement 16% pensent que les cantons doivent endosser la responsabilité.

8 | Affirmations sur le système de santé suisse

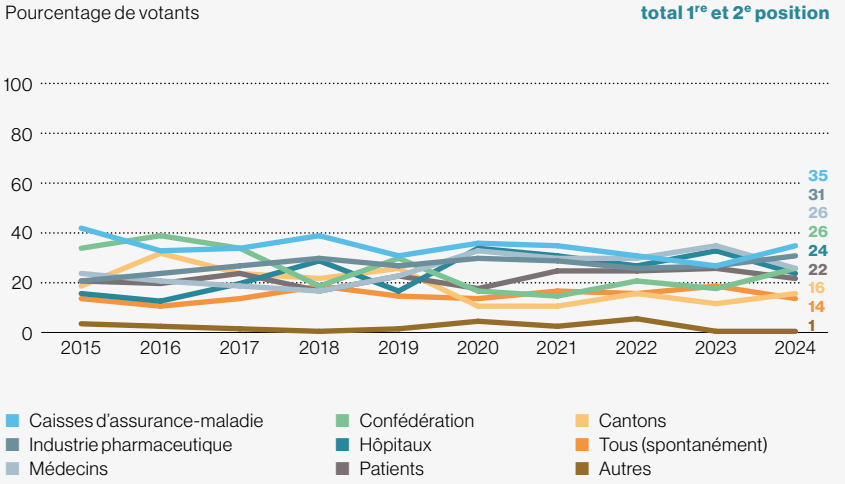
«D'après vous, laquelle des propositions suivantes relatives au système de santé publique suisse est la plus probable et la moins probable?»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2024 (N = environ 1 200 par sondage)

9 | Responsabilité pour la maîtrise des coûts

«Voici la liste d'acteurs dans le secteur de la santé. A votre avis, qui devrait figurer à la première place pour endosser la responsabilité de la diminution des coûts de la santé ?»



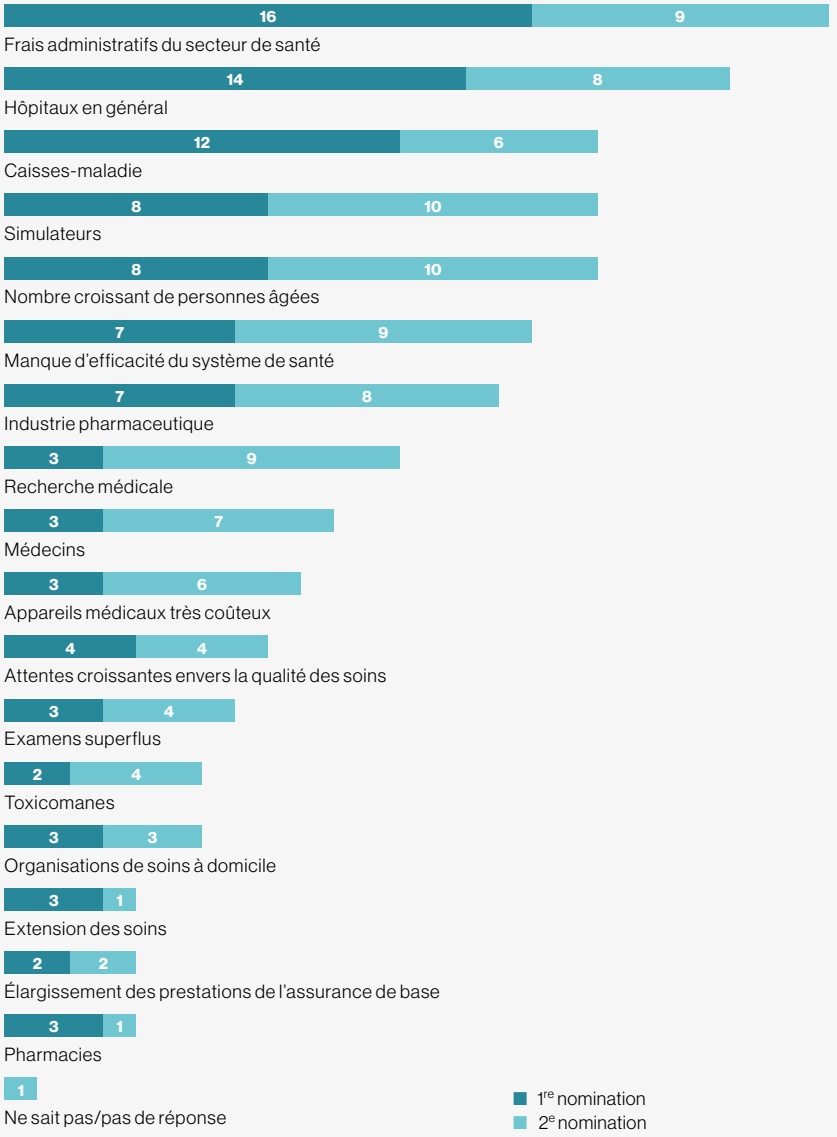
© gfs.bern, Moniteur de la santé 2024 (N = 1200)

Les personnes interrogées voient le plus souvent (16%) les frais administratifs de l'ensemble du secteur de la santé comme principale cause de l'augmentation des primes des caisses-maladie. Elles nomment en deuxième position les hôpitaux en général (14%) et en troisième les caisses-maladie (12%).

La population en âge de voter voit tout au long des années les mêmes responsables de l'augmentation des primes des caisses-maladie, l'accusation est principalement systémique et moins individuelle.

10 | Causes de l'augmentation des primes des caisses-maladie

«Voici une liste de causes diverses de l'augmentation des primes des caisses maladies. Quelle est à votre avis la raison principale de cette augmentation?»



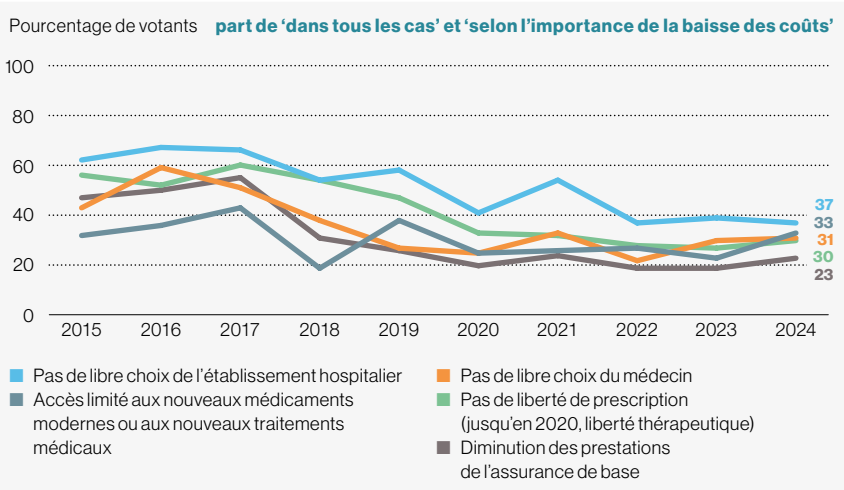
© gfs.bern, Moniteur de la santé 2024 (N = 1200)

Il est inévitable de prendre des mesures pour réduire les coûts, mais la disposition de la population à accepter ces mesures diminue ces dernières années. La proposition la mieux acceptée, mais néanmoins minoritaire, est une restriction du libre choix de l'hôpital (37%). L'approbation augmente vis-à-vis d'une restriction de l'accès aux nouveaux médicaments (+10 points): actuellement, un tiers des personnes interrogées accepteraient une limitation (33%). La proposition la moins bien acceptée est une diminution des prestations de l'assurance de base, trois quarts des personnes interrogées la rejettent catégoriquement (75%).

La disposition à accepter des mesures visant à faire baisser les coûts est nettement plus grande en Suisse romande qu'alémanique et italophone. En fonction de l'ampleur de la baisse des coûts, toutes les mesures proposées sont clairement majoritaires chez les personnes de langue française. Deux tiers des personnes interrogées pourraient accepter une diminution des prestations de l'assurance de base (66%) ou un accès limité aux nouveaux médicaments (66%). Plus de 70% des personnes interrogées en Suisse romande pourraient accepter de renoncer à la liberté de prescription (72%), au libre choix du médecin (74%) et au libre choix de l'établissement hospitalier (75%).

11 | Attitude vis-à-vis des mesures visant à faire baisser les coûts

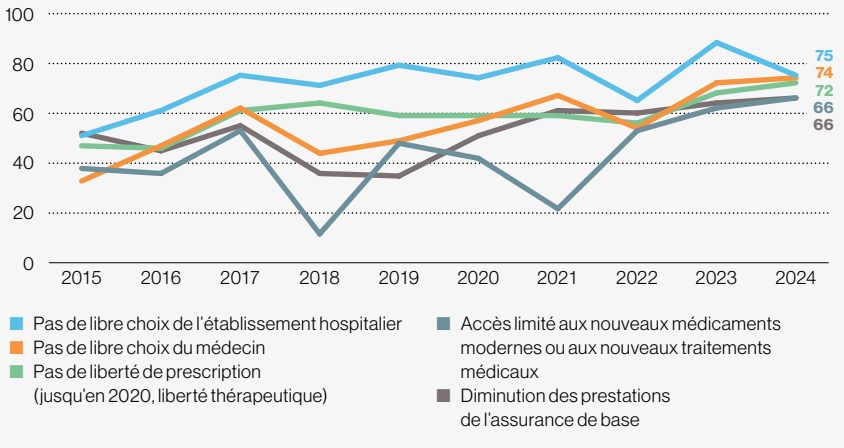
«Vous-même parmi les mesures suivantes, lesquelles seriez-vous prêt(e) à accepter, si, au travers de celles-ci, les coûts de la santé baissaient? Veuillez me dire si vous seriez prêt(e) dans tous les cas, selon l'importance de la baisse des coûts ou si vous ne seriez pas du tout prêt(e) à accepter ces mesures?»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2024 (N = 1200)

12 | Attitude vis-à-vis des mesures visant à faire baisser les coûts: Suisse romande

«Vous-même parmi les mesures suivantes, lesquelles seriez-vous prêt(e) à accepter, si, au travers de celles-ci, les coûts de la santé baissaient? Veuillez me dire si vous seriez prêt(e) dans tous les cas, selon l'importance de la baisse des coûts ou si vous ne seriez pas du tout prêt(e) à accepter ces mesures?»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2024 (N = environ 300 par sondage)

Une large majorité de la population est d'accord avec l'obligation de contracter une assurance de base, trois bons quarts souhaitent la conserver telle quelle (76%).

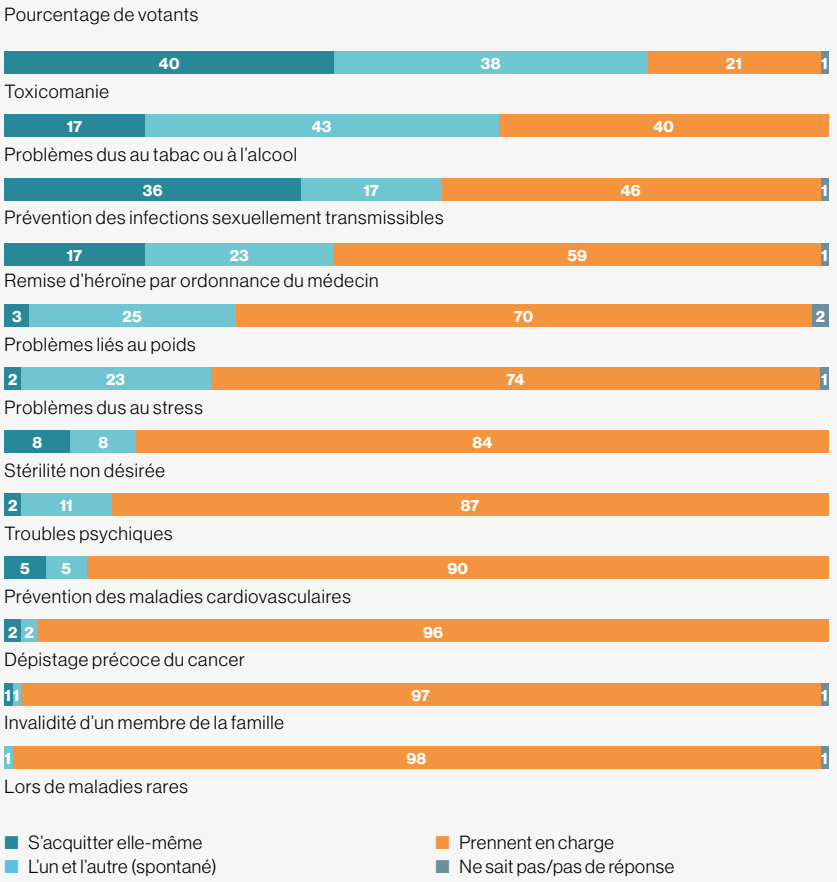
Pour ce qui est des prestations couvertes par l'assurance de base, nous avons déjà montré qu'une réduction n'est probablement pas majoritaire à l'échelle de la Suisse. Les personnes interrogées ne souhaitent pas non plus étendre le catalogue des prestations, un tiers seulement approuve cette proposition (33%). La majorité souhaite conserver le catalogue des prestations à l'état actuel (60%). On voit depuis plusieurs années que l'approbation d'une extension diminue tandis que le soutien à l'état actuel augmente. Une réduction n'atteint pas 10% d'approbation.

Les prestations que l'on souhaite voir prises en charge par les caisses-maladie ou par la personne elle-même sont toujours discutées. On ne trouve pas de majorité pour une prise en charge complète par les caisses-maladie de la toxicomanie (21%), de problèmes de santé dus au tabac ou l'alcool (40%) et de la prévention des maladies sexuellement transmissibles (46%), dont font partie par exemple la prévention médicamenteuse du VIH ou le vaccin contre le HPV.

Lorsque la population ressent une éventuelle responsabilité individuelle pour la maladie, elle a tendance à vouloir réduire les prestations des caisses-maladie. Il y a cependant des exceptions isolées: s'agissant de la prévention des maladies sexuellement transmissibles, les personnes de moins de 30 ans se prononcent clairement pour une prise en charge par les caisses (64%).

13 | Prestations payées soi-même / par les caisses-maladie

«Je vais vous citer par la suite quelques situations où des prestations doivent être indemnisées. Veuillez me dire pour laquelle à votre avis la personne concernée devrait s'acquitter elle-même des prestations et dans quels cas vous êtes d'avis que les caisses les prennent en charge?»



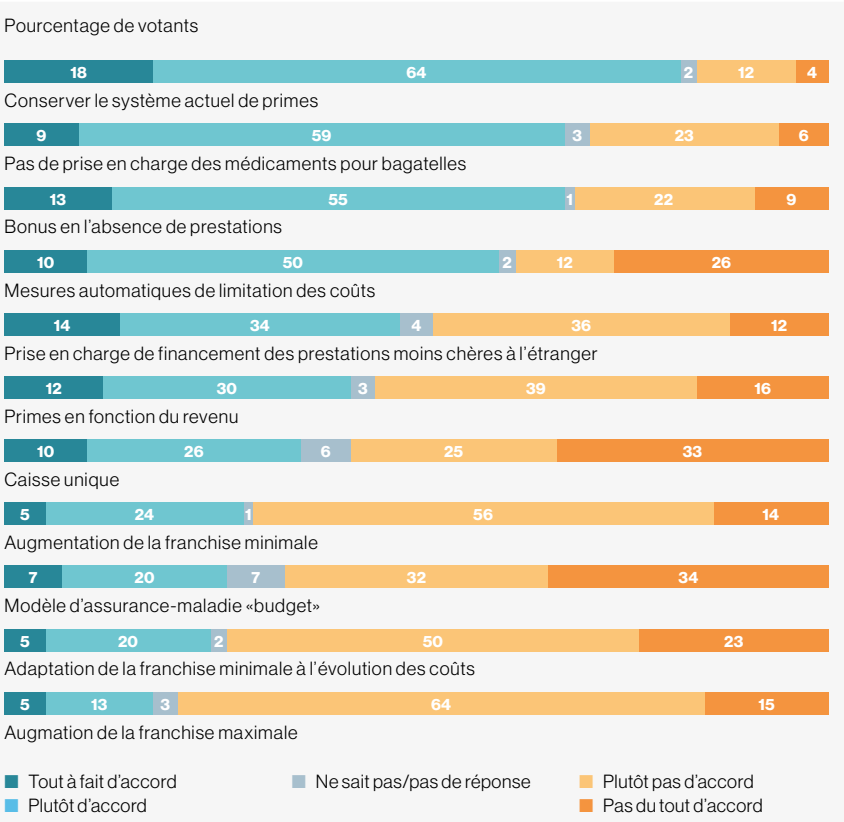
© gfs.bern, Moniteur de la santé 2024 (N = 1200)

Les primes égales pour tous restent majoritairement approuvées (82%). Cependant, l'approbation est en légère baisse (-4 points) et au plus bas cette année. Environ deux tiers des personnes interrogées sont d'accord pour que les caisses-maladie ne prennent plus en charge les médicaments pour des bagatelles (68%) et pour que les personnes qui n'utilisent aucune prestation bénéficient d'un bonus (68%). Plus de la moitié sont aussi favorables à un déclenchement automatique de mesures pour limiter les coûts, par exemple le plafonnement des prestations (60%). À part en 2018, une majorité est favorable à un frein aux coûts. Étant donné que des mesures visant à freiner la hausse des coûts entraîneraient selon toute probabilité des restrictions aux prestations, il est douteux que la population soit véritablement favorable à des modifications en ce sens de l'ampleur des prestations.

Des primes établies en fonction des revenus ne recueillent actuellement pas de majorité, mais la tendance est clairement à la hausse (42%, +8 points).

14 | Exigences vis-à-vis des caisses-maladie

«Actuellement, différentes propositions font l'objet de discussions sur la scène politique autour des caisses maladie. Dites-moi S.V.P. à chaque fois si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt, plutôt pas ou pas du tout d'accord avec ces exigences?»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2024 (N = 1200)

4 Analyses de tendances choisies

4.1 Industrie pharmaceutique

La branche pharmaceutique jouit d'une très bonne réputation dans la population: près de trois quarts des personnes interrogées estiment qu'elle est très importante pour la force de la place économique suisse (73%) et 26% qu'elle est assez importante.

Depuis des années, la part des répondant-e-s qui estiment l'industrie pharmaceutique comme très importante a atteint un nouveau record (+3 points).

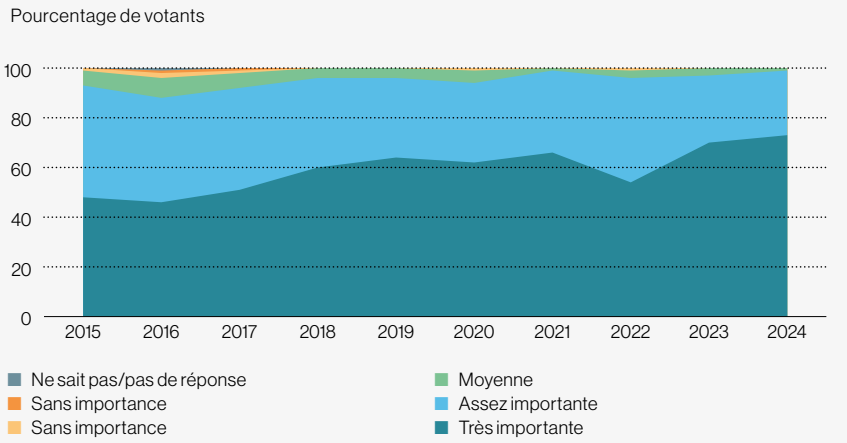
Cette image positive de la branche pharmaceutique se confirme dans l'observation détaillée: la population la considère comme un employeur important (97%) et comme un moteur de l'économie suisse grâce à l'exportation (96%). On la crédite aussi d'une bonne réputation professionnelle à l'étranger (92%) et d'un intérêt pour la place économique suisse (86%).

54% (+5 points) estiment que sa politique d'information est transparente. Après de grandes variations de ce chiffre par le passé, une tendance à la hausse apparaît pour la deuxième année consécutive. Dépassant 50%, il est supérieur aux mesures de transparence des banques ou des assurances. Un élément essentiel est qu'en règle générale, les personnes interrogées évaluent certaines entreprises qu'elles connaissent directement comme plus transparentes que l'ensemble de la branche.

60% reconnaissent l'importance de bénéfices importants pour le financement de la recherche par l'industrie pharmaceutique. La critique à ce sujet qui avait pris de l'ampleur depuis 2018 semble provisoirement freinée.

15 | Importance des branches: industrie pharmaceutique

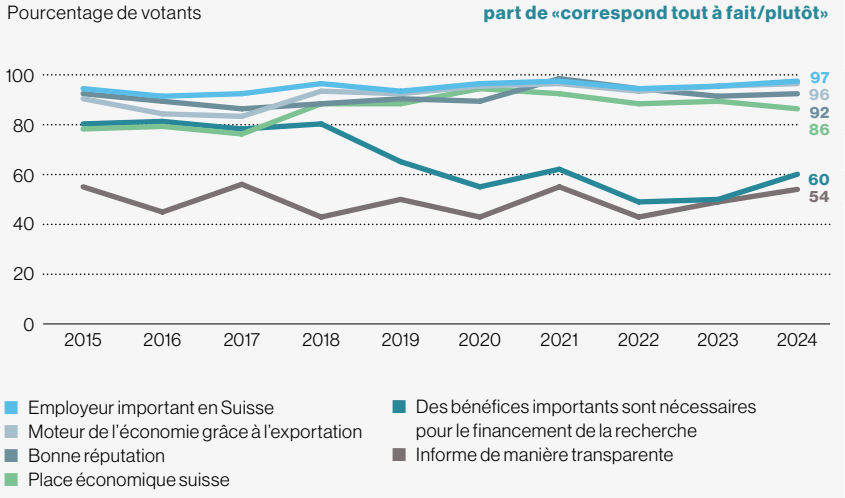
«Selon vous, quelle est l'influence des secteurs suivants sur la force de la place économique suisse? Est-elle très importante, assez importante, moyenne, négligeable, sans importance?»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2024 (N = environ 1200 par sondage)

16 | Déclarations sur l'industrie pharmaceutique

«Voici quelques déclarations d'ordre général relatives à l'industrie pharmaceutique suisse. Veuillez me dire pour chacune de celles-ci, sur la base de vos connaissances, quel est son impact sur l'industrie pharmaceutique.»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2024 (N = environ 1200 par sondage)

S'agissant des questions portant sur le système de santé, c'est l'industrie pharmaceutique que les personnes en âge de voter créditent du plus haut niveau de compétence: sur une échelle de 0 à 10, 0 signifiant «pas compétent» et 10 «très compétent», l'industrie pharmaceutique atteint en moyenne 7.4, soit un léger recul par rapport à l'année précédente (-0.3). Les médecins arrivent en deuxième position (7.1), suivis des scientifiques (6.9).

Les personnes de Suisse alémanique créditent l'industrie pharmaceutique d'un plus haut niveau de compétence que les personnes de Suisse latine. En particulier en Suisse romande, on attribue en moyenne une note moins élevée (6.5). L'image est similaire au sujet des médecins (6.6) et des scientifiques (5.6). D'autres acteurs (par exemple les organisations de consommateurs) obtiennent des résultats nettement plus élevés en Suisse romande (FCH: 5.9, DCH: 4.5).

4.2 Médicaments

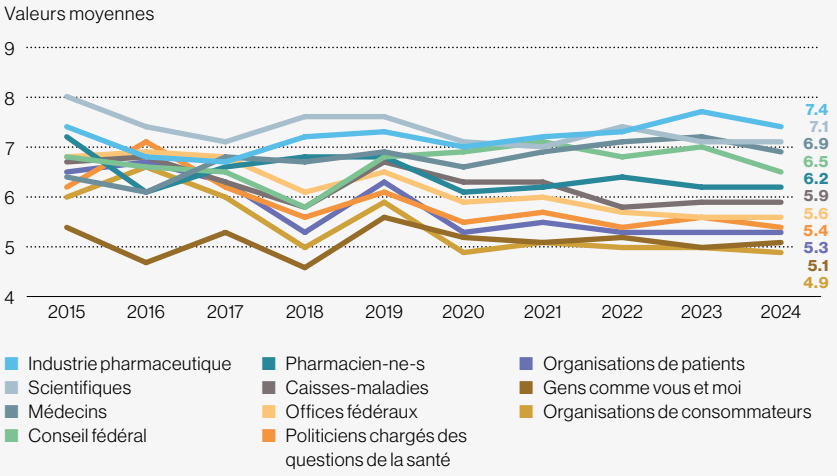
Trois quarts des personnes interrogées trouvent les prix des médicaments trop élevés en Suisse (75%), un peu moins d'un quart les trouvent adéquats (23%).

Les hommes critiquent comparativement un peu plus les prix des médicaments que les femmes (79% «trop élevés»). Ce sont encore plus fortement les personnes de moins de 30 ans qui sont de cet avis (92%), tandis que la critique est moins forte chez celles qui vivent dans des régions rurales (63%) ou qui sympathisent avec l'UDC (50%).

Depuis des années, la critique vis-à-vis des prix des médicaments est relativement stable à un haut niveau. Elle a légèrement fléchi pendant la pandémie de COVID-19 mais les chiffres sont revenus depuis l'année passée au niveau d'avant la pandémie.

17 | Compétence des acteurs du système de santé

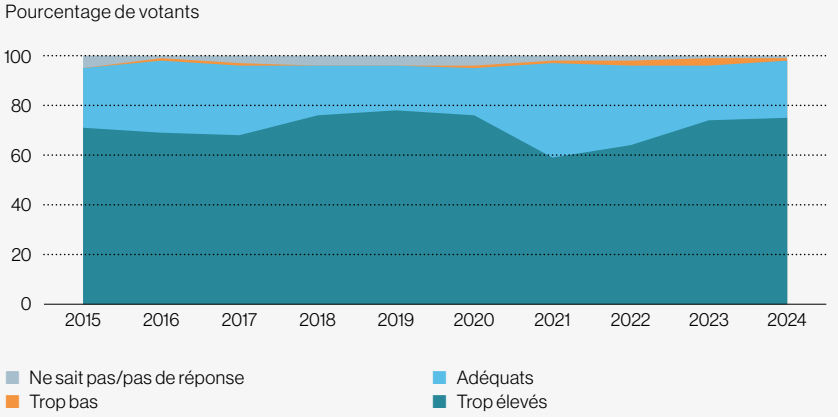
«En matière de santé, divers groupes ou organisations prennent ouvertement position. Nous souhaiterions connaître votre opinion à ce sujet. Dites-moi S.V.P. – en vous servant pour cela de l'échelle suivante – quel niveau de compétence vous attribuez aux organisations ou groupes suivants dans le domaine de la santé? «0» signifie que ces organisations ou groupes ne sont pas compétents, «10» signifie qu'ils sont très compétents. Les valeurs intermédiaires vous permettent de nuancer votre jugement. Si vous ne connaissez pas une de ces organisations, veuillez me le signaler.»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2024 (N = 1140)

18 | Opinion sur le prix des médicaments

«Parlons encore un peu des médicaments en Suisse. À votre avis, est-ce que les prix des médicaments sont en Suisse trop élevés, adéquats ou trop bas?»



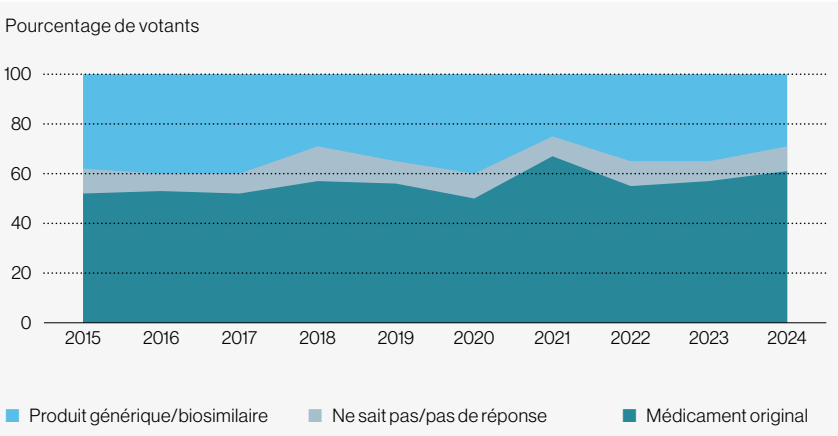
© gfs.bern, Moniteur de la santé 2024 (N = environ 1200 par sondage)

Pour lutter contre la hausse des coûts, le Conseil fédéral a décidé d'encourager les génériques. À partir de 2024, les assuré-e-s doivent payer une quote-part de 40% s'ils optent pour une préparation originale sur ordonnance alors qu'une alternative générique est disponible. Pour la plupart des génériques et des biosimilaires, la quote-part est en revanche généralement de 10%. En choisissant des médicaments génériques, chaque assuré-e contribue ainsi à réduire les coûts du système de santé.

En dépit de la hausse de la quote-part pour les préparations originales, une claire majorité de personnes interrogées se déciderait pour l'original (62%) et donc contre le générique.

19 | Attitude vis-à-vis des originaux/génériques

«Si vous aviez le choix, achèteriez-vous plutôt le médicament original ou un produit générique/biosimilaire?»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2024 (N = 1200)

5 Thèses

En résumé, sur les questions de santé, on observe 7 évolutions dans les opinions de la population suisse en âge de voter:

La satisfaction vis-à-vis du système de santé continue d'être extrêmement élevée en 2024. La haute qualité ressentie favorise les évaluations positives. À noter cependant que l'évaluation de la qualité n'est pas aussi positive dans toutes les régions: en Suisse romande, on la ressent comme moins bonne que dans le reste du pays.

À long terme et à l'échelle de la Suisse, la charge des coûts ressentie est à un niveau inférieur à la moyenne. Ce problème était ressenti comme nettement plus pesant au cours des dernières décennies qu'aujourd'hui. C'est ainsi qu'autour de l'année 2011, environ la moitié des personnes interrogées déclaraient que payer les primes des caisses-maladie était pour elles un problème occasionnel ou continuel. Mais on constate de grandes différences régionales: depuis 2020, la charge des coûts ressentie augmente fortement en Suisse romande.

Les souhaits vis-à-vis du système de santé suisse restent stables depuis des années: en dépit de la charge financière due aux coûts de santé élevés, la population ne souhaite pas renoncer au niveau de prestations actuel. Les personnes en âge de voter souhaitent une assurance de base qui couvre toutes les prestations, un système de santé orienté vers l'intérêt général, qui attache plus d'importance à la qualité et à la quantité qu'aux coûts, qui permette le libre choix du ou de la médecin et qui soit réglé par l'État au niveau de la Confédération.

En particulier en Suisse alémanique et italophone, les répondant-e-s se prononcent depuis 2022 plus fortement pour un système de santé piloté par l'État plutôt que par le marché. L'idéal s'est donc clairement modifié depuis le début des années 2000: auparavant, la population avait plutôt tendance à souhaiter un système de santé réglé par le marché. L'expérience montre que ce glissement traduit une méfiance croissante vis-à-vis des forces du marché pour ce qui est de résoudre le problème des coûts par l'économie de marché.

Pour ce qui est des caisses-maladie, les personnes interrogées souhaitent dans l'ensemble conserver le système éprouvé. Le système actuel avec des primes égales pour tous et des subventions pour les bas revenus reste clairement majoritaire. L'idée de primes en fonction des revenus est plus souvent approuvée mais reste minoritaire.

La réputation de la branche pharmaceutique est très positive. En 2024, environ trois quarts des personnes interrogées, soit un record, l'estiment très importante pour la place économique suisse. Ceci bien que les prix des médicaments soient critiqués depuis des années: trois quarts des personnes interrogées les trouvent trop élevés. Pour réduire les coûts des médicaments, une hausse de la quote-part a été décidée pour les préparations originales lorsqu'un générique est disponible. Cette modification n'a pas encore l'effet souhaité chez les personnes interrogées: près de deux tiers affirment continuer à privilégier le médicament original.

Le fossé entre la Suisse alémanique et romande se creuse dans l'évaluation du système de santé. La pression des coûts ressentie est sensiblement plus forte en Suisse romande. On se montre beaucoup plus ouvert aux réformes en Suisse romande qu'alémanique: des mesures visant à faire baisser les coûts, par exemple renoncer au libre choix du médecin ou diminuer les prestations de l'assurance de base, sont actuellement majoritaires en Suisse romande, tandis que le reste de la Suisse est réticent aux réformes.

6 Base de données du sondage actuel

Les résultats du Moniteur de la santé 2024 reposent sur une enquête représentative conduite par gfs.bern sur mandat d'Interpharma auprès de 1200 citoyen-ne-s de toute la Suisse. L'enquête a été réalisée entre le 19 février et le 17 mars 2024 (médiane: 3 mars 2024) par le biais d'entretiens personnels en face-à-face. L'erreur d'échantillonnage statistique respective pour les groupes recensés est la suivante:

Tableau 1: Erreur d'échantillonnage

Sélection d'erreur d'échantillonnage statistique selon la taille de l'échantillon et la distribution initiale

Taille de l'échantillon	Taux d'erreur distribution initiale	
	50% à 50%	20% à 80%
N = 1200	±2.9 points	±2.3 points
N = 1000	±3.2 points	±2.5 points
N = 600	±4.1 points	±3.3 points
N = 100	±10.0 points	±8.1 points
N = 50	±14.0 points	±11.5 points

Exemple de lecture: pour environ 1200 personnes interrogées et pour une valeur chiffrée de 50%, la valeur effective se situe à 50% ± 2.9 points; pour une valeur de base de 20%, elle se situe à 20% ± 2.3 points. Ce faisant, en matière d'enquêtes par sondage, on fixe généralement un intervalle de confiance de 95%, autrement dit, on accepte une probabilité d'erreur de 5% que le rapport statistique révélé soit en réalité inexistant dans la population.

7 Annexe

7.1 Équipe de gfs.bern

URS BIERI urs.bieri@gfsbern.ch

Co-directeur et membre de la direction de gfs.bern, politologue et expert en médias (lic. rer. soc.), Executive MBA FH en management stratégique, chargé de cours à l'Institut VMI de l'Université de Fribourg et à l'Université des sciences appliquées de Zurich Winterthur

Activités principales
Monitoring des thèmes et problèmes, analyses de l'image et de la réputation, technologies à risque, analyses des suffrages, préparation et suivi des campagnes, analyses de communication intégrées, méthodes qualitatives

Publications de livres, dans des recueils, des magazines spécialisés, dans la presse quotidienne et sur Internet. Publication actuelle: Bieri, U et al. Digitalisierung der Schweizer Demokratie, Technologische Revolution trifft auf traditionelles Meinungsbildungssystem. Vdf 2021.

TOBIAS KELLER tobias.keller@gfsbern.ch

Chef de projet et chef d'équipe analyse de données, spécialiste en sciences de la communication, Dr phil.

Activités principales
Communication politique, élections, suffrages, campagnes (numériques), monitoring des problèmes, analyses de l'image et de la réputation, analyses des médias, transformation numérique, médias sociaux, méthodes informatiques, analyses quantitatives

Publications dans des magazines spécialisés internationaux et nationaux, dans la presse quotidienne et sur Internet

CORINA SCHENA corina.schena@gfsbern.ch

Cheffe de projet junior

Activités principales
Élections, suffrages, politique de santé, campagnes de santé, analyses de l'image et de la réputation, méthodes qualitatives et quantitatives, modération

SARA RELLSTAB sara.rellstab@gfsbern.ch

Data Scientist
économiste PhD

Activités principales
Analyse des données, programmation, visualisation, recherches, méthodes quantitatives et qualitatives

JENNY ROBERTS jenny.roberts@gfsbern.ch

Data Scientist (stagiaire)

Activités principales
Analyse des données, programmation, visualisation, recherches, méthodes quantitatives et qualitatives

ROLAND REY roland.rey@gfsbern.ch
Collaborateur de projet / administration

Activités principales
Publication assistée par ordinateur, visualisation, administration de projets, administration de conférences

Interpharma
Petersgraben 35, case postale
CH-4009 Bâle
Tél. +41 (0)61 264 34 00
info@interpharma.ch
www.interpharma.ch